

[Texte]

[Interpretation]

[Text]

Les résultats de cette étude ont conduit à l'établissement d'un groupe d'étude de la réforme fiscale au sein de notre ministère; certains de nos hauts fonctionnaires y étant attachés à plein temps. Et je veux signaler ici la présence de M. R. W. Arbuckle, qui est à la tête de ce groupe, qui a fait un excellent travail dans l'étude d'une planification.

Au début, le groupe d'étude a procédé à des études de base, à l'identification des diverses tâches à entreprendre et, d'une façon générale, à l'orientation de son action au cours des mois à venir. Il en est arrivé ainsi à certaines conclusions préliminaires qui seront développées dans les mois à venir lorsque les propositions de réforme prendront corps.

D'une façon générale, le groupe d'étude va analyser les changements internes que nécessitera l'administration d'une législation fiscale révisée, c'est-à-dire les changements qui s'imposeront à notre bureau principal, à notre centre des données fiscales et à nos 28 bureaux de district. En outre, il examinera les diverses mesures à prendre pour maintenir et même améliorer le haut niveau d'observation spontanée chez les contribuables en vertu de notre régime d'auto-cotisation. Cela comporte des éléments comme un personnel suffisant de formation adéquate, l'éducation du public, de meilleures formules d'impôt, etc.

C'est la décision de prolonger la période pendant laquelle les changements proposés aux lois fiscales avant d'élaborer une nouvelle législation étaient offerts aux discussions publiques qui a permis tout ce processus de planification préliminaire.

Cette description des préparatifs que mon ministère a entrepris en vue d'une révision majeure de nos lois fiscales, ne devrait en aucune façon donner l'impression que nous considérons les propositions de réforme fiscale telles que nous les connaissons, comme ayant atteint une forme définitive.

Je désire insister particulièrement sur le fait que, dans tout ce processus de planification, nous restons pleinement conscients que les propositions sont ouvertes aux discussions publiques, qu'elles sont l'objet d'études intensives de la part de comités parlementaires, qu'elles seront soumises à une décision de l'exécutif et qu'enfin, elles seront portées devant le Parlement pour être acceptées, rejetées ou révisées.

On doit s'attendre à ce que certains aspects de la planification et des travaux de recherche que nous avons entrepris, devront être mis de côté du fait que les recommandations qui se poursuivent avec le public en général, amèneront des changements dans les propositions de réforme.

The results of this study led to the establishment of a departmental tax reform task force to which we assigned some of our senior people on a full-time basis. And I want to stress the presence of Mr. Arbuckle who is Director General of the Tax Reform Task Force which is responsible for some excellent work in planning studies.

At the beginning the Task Force did preliminary studies, identified its tasks, and generally planned its course of action for the months to come. At this stage only certain tentative judgments were arrived at which will be refined in the months to come when the tax proposals take shape.

Generally speaking, the Task Force will consider the internal changes necessary to administer a revised taxing schedule—changes that will be required in our main office, our taxation data Centre and in our 28 district taxation offices. It will also endeavour in various ways to ensure that the enviable record of do-it-yourself returns by taxpayers under our self assessment system is maintained and even improved. This involves such matters as sufficient adequately trained staff, public education, better tax forms and so forth.

All of this advance planning work in my Department has been possible because of the decision that there should be an extended period of public discussion of proposed changes in the tax law before legislation is prepared.

In outlining my Department's preparations for the advent of the basically revised taxation statute, in no way do I want to leave the impression that we consider the White Paper proposals in their present form to be in any sense firm or final.

I want to strongly emphasize the fact that in all of our planning we are mindful that the proposals are open to public discussion, subject to intensive study by committees of Parliament, submitted to executive decision and finally brought to Parliament to be accepted, rejected or revised.

I would anticipate that some of our research and planning will be discarded in the light of changes resulting from recommendations of the two committees of Parliament and from the public discussion generally.